

FOODFIRST INFORMATION & ACTION NETWORK



RAPPORT D'ACTIVITES 2000

FIAN-Belgium asbl
35 rue Van Elewyck, 1050 Bruxelles
Tél & Fax: 02/648-51-18
Courriel: fian.belgium@skynet.be

Siège social : Avenue des Aubépines 11 4840 Welkenraedt

Dans le cadre du champ d'action de FIAN, défini comme "la lutte pour la protection des Droits de l'homme à l'alimentation et en particulier son droit à se nourrir par ses propres moyens", FIAN-Belgium a diffusé toutes les actions urgentes, les hotlines et les actions de suivi proposées par FIAN-International afin que les gouvernements des pays concernés prennent en compte les personnes ou les groupes menacés ou souffrant de malnutrition.

La section belge a également mené une série d'actions de lobby dans le cadre des campagnes internationales ainsi que des actions de sensibilisation et de collaboration avec d'autres ONG's belges de développement et d'autres activités visant à faire davantage connaître le travail de FIAN en Belgique et les droits économiques, sociaux et culturels.

- **Diffusion des actions urgentes et des hotlines dans des cas où le droit à se nourrir était menacé ou violé**

- **en Inde (0001)**, dans l'Etat du Bihar, à Borwo Tola, huit familles Adivasis sont expulsées de leurs maisons et leur hameau est rasé par la compagnie minière Central Coal Ltd sans indemnisation correcte. FIAN demande au gouvernement indien de suspendre les activités minières dans la région jusqu'à ce que les villageois aient été correctement indemnisés afin de retrouver la possibilité de se nourrir dignement.

- **en Inde (0002)**, dans l'Etat du Tamil Nadu, la suppression du droit de pâture dans les forêts de Srivilliputhur menace le droit à se nourrir des éleveurs. FIAN demande au gouvernement de rétablir ce droit traditionnel ou de proposer des alternatives.

En décembre, le fonctionnaire responsable des forêts du district donne des permis de pâture aux propriétaires de bétail. Ce permis leur permet d'emprunter des sentiers dans la zone protégée de la forêt. Une association locale d'éleveurs est fondée avec 120 membres originaires de 8 villages. Ils suivront l'affaire avec le fonctionnaire Husbandry. Ils veulent organiser un bureau sur la biodiversité et sont en négociation avec le gouvernement.

- **en Inde (0003)**, dans la région de Kanpur, le droit à se nourrir des familles paysannes est menacé par le rejet de déchets industriels entraînant une pollution des eaux. FIAN demande au gouvernement de l'Uttar Pradesh de veiller à ce que chaque industrie ait une station de traitement des déchets, de construire un système d'égoûts et de fournir de l'eau potable à la région, d'indemniser les paysans affectés par la pollution.

- **au Honduras (0004)**, à Guanchías dans le Département de Yoro, des paysans sont menacés d'expulsion des terres qu'ils cultivent depuis 5 ans. Ces terres appartiennent à la Compagnie CAGSSA qui ne les a jamais mises en valeur. FIAN demande au gouvernement hondurien de veiller à ce que les familles paysannes menacées ne soient pas expulsées et de mettre en oeuvre les lois de réforme agraire en vigueur, en attribuant les terres en friche qui dépassent la superficie autorisée aux paysannes et paysans sans terre.

Le 12 décembre FIAN-Honduras annonce que l'Institut national agraire a déclaré que le surplus de CAGSSA pouvait être affecté à la réforme agraire.

- **Au Brésil (0005)**, dans l'Etat du Paraná, la police militaire a chassé les familles qui occupaient les terres de la fazenda Agua da Prata considérée comme improductive par l'INCRA et détruit leurs maisons. Un paysan a été tué. FIAN demande au gouverneur de l'Etat du Paraná de réinitier le processus de dotation de terres aux familles sans terre de l'Etat du Paraná, de mettre fin aux expulsions de familles sans terre et de juger les exécutants et les mandataires de l'assassinat.

- **Au Brésil (0006)**, le gouvernement tente de se soustraire à la mise en oeuvre du programme de réforme agraire en le remplaçant par un système d'achat et de vente de terre

financé par la Banque Mondiale. FIAN demande la suspension et l'évaluation de programme de réforme agraire assistée par le marché.

Le Directeur de la Banque Mondiale pour le Brésil répond en mai que le programme de la Banque a pour but de réduire la pauvreté en milieu rural, que son intention n'est pas de se substituer au processus traditionnel de réforme agraire mais de le compléter et que la Banque est d'accord d'améliorer le projet et d'accepter des suggestions positives pour l'amélioration du projet.

- ***en Guyane française (0007)***, les moyens de subsistance des populations amérindiennes sont menacés par l'orpaillage clandestin qui détruit l'écosystème, pollue les fleuves et fait fuir le gibier (à cause de leurs pompes bruyantes). FIAN demande au gouvernement français d'interdire les concessions d'orpaillage sur les territoires des indigènes, d'interdire les activités d'orpaillage là où il n'y a ni contrôle ni décharge pour les déchets toxiques et de ratifier la Convention 169 de l'OIT.

Le cabinet du Président et celui du Ministre d'Outre-mer ont répondu aux lettres de protestation en manifestant leur préoccupation. On attend un rapport d'expert.

- ***En Turquie (0008)***, le droit à se nourrir de 36000 personnes vivant dans le sud-est de l'Anatolie est menacé par le projet hydroélectrique d'Illisu. FIAN demande que les personnes affectées soient indemnisées et qu'un organe de suivi international soit mis en place pour s'assurer de la compatibilité du projet avec les normes internationales des droits humains.

- ***Au Mexique (0009)***, des paysans sont victimes de vol de terres et de répression dans l'Ejido de Sayula, Jalisco. FIAN demande au président mexicain de mettre en oeuvre le programme PROCEDE (programme établi en prévision de la privatisation des terres d'usage communautaire) et de régulariser les transactions de terres illégales.

Le Président du Mexique répond que son gouvernement prend note du problème. L'action urgente est publiée dans la presse mexicaine et génère un soutien politique aux paysans concernés.

- ***en Inde (0010)***, dans l'Etat du Gujarat, la construction du port Maroli va détruire les lieux de pêche dont dépendent pour leur subsistance plus de 100000 personnes. FIAN demande au Premier Ministre que le projet soit suspendu tant que l'on n'est pas assuré que les ressources locales seront sauvegardées.

En juin, UNOCAL, compagnie californienne impliquée dans la construction du port, annonce qu'elle s'est retirée du projet.

- ***au Chili (0011)***, une compagnie forestière transnationale s'est illégalement approprié des terres Mapuche ne leur laissant que 5 hectares. FIAN demande au gouvernement chilien de restituer aux Mapuches les 1650 hectares qui leur appartiennent et de mettre fin à la répression sur le territoire indien.

- ***au Ghana (0012)***, les activités des compagnies d'exploitation de l'or se multiplient. Des petits paysans sont chassés de leurs terres. FIAN demande au Président ghanéen d'introduire un moratoire pour l'octroi de nouvelles concessions et d'enquêter sur les conséquences des concessions déjà accordées aux mines d'or, de s'assurer que les communautés chassées de leurs terres recevront une indemnisation adéquate.

- ***au Brésil (0013)***, dans l'Etat de Roraima, de grands propriétaires volent les terres des Indiens. FIAN demande au gouvernement brésilien la démarcation et l'homologation comme région unique et continue de la région indienne Raposa/Serra do Sol, une enquête sur les crimes commis contre les Indiens, la défense de l'intégrité physique et territoriale des communautés indiennes.

- ***en Argentine (0014)***, dans la province de Salta, le morcellement des terres appartenant à 35 communautés indiennes entraînera la perte de l'accès aux ressources dont elles ont besoin pour se nourrir. FIAN demande au gouvernement argentin de suspendre le processus

de morcellement des terres, de dialoguer avec les communautés indiennes afin de trouver une solution.

- **au Honduras(0015)**, de grands propriétaires accaparent des terres de la Réforme agraire à Silin, Colón. FIAN demande au Président hondurien de garantir le droit à se nourrir des familles paysannes en appliquant la législation en vigueur concernant la réforme agraire et de transférer les terres aux paysans.

Le 12 octobre 2000, le Président du Honduras et le Ministre de la Réforme agraire remettent aux groupes paysans des titres de propriété pour 1200 hectares.

- **en Colombie (0016)**, les pulvérisations de produits chimiques détruisent les ressources alimentaires des populations rurales. FIAN demande au gouvernement colombien de mettre fin à la politique de pulvérisation, et d'adapter le Plan Colombia aux intérêts de tous les groupes concernés et ce, avec leur participation et de mettre en œuvre des politiques qui offrent des alternatives viables aux cultures illicites.

- **En Inde (0017)**, dans le Bihar, le déversement de déchets radioactifs et toxiques par la compagnie indienne UCIL sur les terres des communautés tribales de Jaduguda entraîne une dégradation de l'environnement dont dépend leur subsistance. FIAN demande au gouvernement indien de dédommager les populations affectées, de mener une enquête sur l'impact de l'extraction d'uranium sur l'environnement, la sécurité et les conditions socio-économiques de la région.

- **Au Mexique (0018)**, à San Isidro (Jalisco) 85 membres de l'éjido ont perdu leurs terres, volées par la compagnie transnationale Nutrilite et 300 membres ont perdu l'accès à l'eau. FIAN demande au Président mexicain de se conformer au décret présidentiel de 1939 qui accordait des terres aux paysans, de rétablir la fourniture d'eau à l'éjido, de mettre fin à la répression à l'encontre des paysans, d'enquêter sur un meurtre.

Le 20 décembre une commission officielle a visité la communauté pour enquêter sur le problème de l'eau. Les paysans disent que l'action de FIAN publiée dans les journaux a suscité l'intérêt du public et des personnalités politiques. Ils croient possible de récupérer leurs terres

- **En Colombie (0019)**, le barrage Urra I entraîne une diminution des ressources alimentaires de pêcheurs et de paysans. FIAN demande au gouvernement colombien de respecter les accords passés avec les communautés et de leur garantir des ressources alimentaires et productives.

Début août, des représentants des pêcheurs et des paysans ont rencontré le président de l'entreprise URRRA S.A., le Ministre de l'environnement, la Défense du peuple et un fonctionnaire de l'Institut National des Pêches et de l'Agriculture afin de parvenir à un accord sur l'indemnisation dles communautés concernées.

- **en Inde (0020)**, 30 famille tribales sont expulsées du Parc Nagarhole au Karnataka. Elles ont perdu l'accès à leurs moyens traditionnels de subsistance et n'ont pas reçu de compensation adéquate. FIAN demande au gouverneur de l'Etat de s'assurer qu'une indemnisation soit versée aux personnes expulsées afin qu'elle puissent se réinsérer, et de veiller à ce qu'il n'y ait plus de déplacements forcés des populations tribales ni d'autres violations de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

- **en Colombie (0021)**, le gouvernement annonce une diminution de 75% du budget de l'Institut de réforme agraire INCORA. Ceci entraînerait une aggravation de la situation dramatique des familles paysannes qui n'ont pas de terre ou en ont été chassées. FIAN demande au Ministre de l'agriculture de renforcer l'INCORA et de mener un programme de réforme agraire intégrée, de soutenir les petits et moyens producteurs qui n'ont pas la possibilité de rembourser leurs crédits, de protéger et respecter les droits à la terre des peuples indigènes et de donner des titres de propriété aux communautés noires.

- **au Honduras (0022)**, les familles qui font partie depuis 20 ans de la coopérative Morazán, dans le département de Yoro, ont été expulsées par la police nationale. Leurs maisons ont été détruites et leurs cultures saccagées. FIAN demande au Président hondurien d'indemniser les familles pour les dommages soufferts, de donner un titre de propriété à la coopérative, de punir les responsables de cette expulsion.

Les paysans sont retournés sur leurs terres, malgré la présence de forces de sécurité de l'entreprise qui avait demandé leur expulsion. FIAN-Honduras a parlé avec plusieurs membres du gouvernement. La coopérative a présenté un recours de protection à la Cour afin d'empêcher toute nouvelle expulsion.

- **Aux Philippines (0023)**, sur l'île de Mindoro, une mine de nickel menace l'existence de communautés indigènes Mangyan. FIAN demande au Président philippin de respecter et protéger le droit à se nourrir des peuples Mangyan en interdisant les projets d'exploitation minière qui détruisent leurs territoires ancestraux, de reconnaître les droits des Mangyans sur leurs terres ancestrales.

- **En Inde (0024)**, dans l'Uttar Pradesh, 150 familles de Dalits (Intouchables) sont dépossédées de la terre qui leur avait été accordée dans le cadre de la réforme agraire. FIAN demande que les autorités locales mettent un terme à la vente illégale de terres et que les Dalits puissent retourner sur leurs terres.

- **Au Mexique (0025)**, dans l'Etat du Chiapas, l'armée occupe illégalement des terres de la communauté indienne Amador Hernández et les exproprie. FIAN demande au gouvernement mexicain de retirer les troupes et d'annuler le décret d'expropriation.

Le 13 décembre le Président Fox annonce le retrait des militaires du Chiapas. Le 22 décembre, il annule le décret d'expropriation signé par son prédécesseur en octobre.

- **En Colombie (0026)**, le droit à se nourrir de la communauté La Balsita chassée de ses terres depuis 3 ans par un groupe paramilitaire est menacé. FIAN demande au Président Pastrana d'adjuger la finca Caracolón à la communauté La Balsita ainsi qu'un hébergement et de la nourriture jusqu'à ce qu'elle soit auto-suffisante.

- **en Equateur (0027)**, dans la province de Esmeraldas, la destruction des mangroves entraîne une diminution des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs. L'article 164 de la loi Trole privatise les estuaires, les lagunes et les baies où il y a des mangroves. FIAN demande au Président équatorien de protéger les mangroves selon le décret exécutif 1907 de 1994.

Le 12 décembre, la Cour Suprême déclare l'article 164 de la Loi Trole II anticonstitutionnel. La coordination équatorienne de soutien aux pêcheurs remercie ceux qui ont participé à ce succès.

- **En Colombie (0028)**, les familles déplacées de l'Hacienda Bellacruz n'ont reçu que des terres de mauvaise qualité et sans titre de propriété et sont constamment victimes de harcèlement. FIAN demande au Président colombien de mettre un frein au déplacement forcé et de mettre en oeuvre un programme de réinsertion effective qui garantisse un accès durable à la terre.

- **Au Brésil (0029)**, le gouvernement de l'état du Parana a expulsé 42 familles de paysans sans terre qui occupait des terres depuis 1998. Un paysan a été tué. FIAN demande que l'auteur de cet assassinat soit jugé et puni et que cesse des expulsions de paysans sans terre.

Le gouvernement fédéral décide, suite aux actions de pression nationale et internationale, d'envoyer un haut fonctionnaire au Paraná afin de s'assurer que le gouverneur a recommencé à négocier avec les travailleurs. L'accord passé entre le gouvernement du Paraná et les travailleurs stipule qu'il n'y aura plus d'expulsions ni d'occupations de terres pendant les quatre mois à venir. Pendant cette période, le

gouvernement devrait donner des terres aux familles expulsées et attribuer d'autres terres à la réforme agraire.

- ***En Indonésie (0030)***, au Nord de Sumatra (Sosa), une entreprise d'exploitation de la palme africaine vole des terres aux paysans issus du peuple indigène Sosa. Durant le conflit qui suivit, 33 paysans furent arrêtés. 15 paysans sont toujours inculpés. FIAN demande au gouverneur de la province que ceux-ci ait un jugement respectueux des Conventions internationales et que les terres injustement volées par l'entreprise soient redistribuées aux paysans de la région.

- **Diffusion des actions de suivi**

- ***Au Ghana (AU9919)***, le projet de la construction d'un barrage hydroélectrique dans le Parc National de Bui menace une population d'environ 30 000 personnes. Une action urgente avait déjà été lancée en décembre 1999 mais le gouvernement ne propose toujours aucune mesure concrète de réinstallation des populations concernées. FIAN demande au gouvernement ghanéen d'informer ces populations et de formuler des propositions d'indemnisation concrètes et justes.

- **Campagnes internationales**

A. Campagne pour le Code International de Conduite sur le Droit à se nourrir

- le 6 mai à Malines, rencontre avec le secrétaire d'Etat à la coopération au développement M. Eddy Boutmans dans le cadre du World Shake.

- en prévision de la présidence belge à l'UE, le point 4.1 du Memorandum des ONG's adressé au gouvernement belge stipule que *"la Présidence belge doit mettre le Code de conduite sur le droit à une nourriture adéquate" du FIAN à l'agenda de l'Union européenne, et convaincre ses partenaires européens de soutenir et promouvoir la rédaction, au sein des organes des Nations Unies, d'un pareil Code de conduite définissant le droit à se nourrir*". (V. infra – Plate-forme souveraineté alimentaire)

B. Campagne globale pour la réforme agraire

1) Dans le cadre de cette campagne internationale, menée conjointement par FIAN et la Via Campesina, la section a reçu différentes délégations du Sud et, à ces occasions, un important travail de lobbying a été mené tant auprès des parlementaires européens que de la Commission européenne.

a) du 22 au 26 janvier: délégation en provenance du Guatemala Messieurs Byron Garoz (Coordinadora de ONG's y Cooperativas - CONGCOOP), Gilberto Atz (Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas - CNOC) et Madame Ursula Roldán (Pastoral de la Tierra Interdiocesana - PTI) ont rencontré:

- Monsieur Mendel Goldstein, chef d'unité pour le Mexique, l'Amérique centrale et Cuba à la Commission européenne (DG1) et son assistante Madame Karen Huybens le 24 janvier 2000.

- Monsieur Antonio José Seguro, président de la délégation pour l'Amérique centrale et le Mexique au parlement européen, le 25 janvier 2000

- Monsieur Salarfranca, fonctionnaire européen, le 25 janvier 2000

- Monsieur Paul Lannoye, président du groupe des Verts au parlement européen le 25 janvier 2000

- Madame Laura Gonzalez, parlementaire, le 25 janvier 2000

NB: La délégation guatémaltèque a également pris la parole lors de la réunion de la délégation pour l'Amérique centrale au Parlement européen qui s'est tenue le 25 janvier 2000.

b) du 23 au 27 septembre 2000 : délégation en provenance du Nicaragua. Messieurs Xavier Pérez Ríos et Gonzalo Carrión Maradiaga (Centro Nicaragüense de derechos humanos - CENIDH) ont rencontré

- Monsieur Mendel Goldstein, chef de l'Unité Mexique, Amérique centrale et Cuba de la Commission européenne, le 25 septembre;

- Luis Martinez-Guillen, fonctionnaire au Parlement européen et chargé de l'information de la délégation du Parlement européen pour l'Amérique centrale et le Mexique, le 26 septembre ;

- Paul-Emile Dupret, chargé de la coopération internationale pour le groupe de la GUE au Parlement européen, le 26 septembre;

- Antonio Seguro, député européen et président de la délégation du Parlement européen pour l'Amérique centrale et le Mexique, le 26 septembre.

2) le 21 janvier, la section belge de FIAN a participé à une réunion sur la politique de coopération belge aux Philippines et le soutien à la réforme agraire dans ce pays au cabinet du secrétaire d'Etat à la coopération au développement.

3) La section s'est aussi attachée à impliquer d'autres associations et ONG's belges dans la campagne globale pour la réforme agraire et à travailler en partenariat avec elles:

- 17 janvier : réunion avec Sofia Monsalve de FIAN-International qui présente aux ONG et organisations paysannes les activités de la campagne au niveau international.
- le 24 janvier : réunion sur la réforme agraire au Guatemala avec la participation de Messieurs Byron Garoz (CONGCOOP), Gilberto Atz (et Madame Ursula Roldán (PTI).
- le 23 mars: réunion de préparation de la journée du 17 avril.
- le 17 avril: manifestation devant l'ambassade du Brésil à Bruxelles
- le 25 septembre : réunion sur les Droits humains au Nicaragua avec la participation de Messieurs Xavier Pérez Ríos et Gonzalo Carrión Maradiaga (CENIDH)

4) La section a également organisé un séminaire international au Parlement européen le 6 novembre sur la problématique agraire dans le cadre des politiques de coopération menées par l'Union européenne avec la participation de Sofia Monsalve (FIAN-International), Marvin Ponce (COCOCH - Honduras), Gerson Teixeira (CPT - Brésil), Elson Azures (KAMMPIL - Philippines), Belén Torres (ANUC-UR - Colombie).

5) Dans le cadre de la semaine internationale d'action pour la réforme agraire,

a) la section a organisé différentes conférences:

- le 30 novembre à Louvain-la-Neuve au Centre Tricontinental conférence sur la Politique agraire et le Mouvement des Sans Terre au Brésil par Jelson Oliveira, secrétaire exécutif de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) du Paraná et Luíza Aparecida dos Santos Vitorino, représentante du Mouvement des Sans terre (MST) du Paraná. Présentation de la video : "L'architecte de la violence".
- le 1 décembre à Liège au Centre liégeois du Beau Mur conférence par Jelson Oliveira de la CPT du Paraná et Luiza Vitorino du MST sur le thème : Quel futur pour les organisations de paysans sans terre du Brésil ? Problèmes et situation actuelle.
- 8 décembre : présentation de la campagne à Saint Vith
- 9 décembre : présentation de la campagne à Eupen

b) la section a relayé la pétition internationale dirigée à la Banque Mondiale pour protester contre la mise en place des projets de réforme agraire assistée par le marché auprès des ONG's belges et des autorités compétentes.

6) Enfin, dans le cadre de la campagne, la section a organisé des rencontres entre plusieurs délégations venues du Sud et des agriculteurs belges défendant une agriculture durable:

- le 13 juin: visite de Tomás Maldonado (COCOCH - Honduras) à la ferme Grosdent à Malmédy;
- le 7 novembre : visite de Marvin Ponce (FIAN-Honduras) à la ferme Schanck Hof au Luxembourg;
- le 9 novembre : visite de Elson Asures (KAMMPIL- Philippines) à la ferme "Terre vivante" à Alken et à la ferme Hardy à Moresnet;
- le 1er décembre : visite de Jelson Oliveira (CPT-Brésil) et de Luiza Vitorino (MST-Brésil) à la ferme "Terre vivante" à Alken.

• **Réunions internationales**

- 14-15 janvier 2000 réunion à Heidelberg (Allemagne) avec les sections allemande, autrichienne et française de FIAN-International.
- 14-15 avril: participation de Vilmar Schneider à la conférence internationale "Colombie: Terre, Droits humains et Paix" organisée à Bruxelles par la Coordination belge pour la Colombie. (v. infra)
- 3-5 mai: participation au Mesodiálogo sur le Guatemala à Bruxelles organisée par le Comité de liaison (CLONG-UE) dans le but d'approfondir le dialogue entre la Commission européenne, les ONG européennes et les organisations de la société civile guatémaltèque.
- 8-12 juin: organisation et participation à la rencontre du Comité Exécutif International de FIAN suivi de la réunion du Conseil International avec la participation de toutes les sections au Domaine provincial de Wégimont.
- 11-12 novembre: participation aux réunions du Comité exécutif international de FIAN à Heidelberg (Allemagne).

• **Plateforme belge pour la souveraineté alimentaire**

La section belge de FIAN a participé aux activités et aux réunions de la Plateforme souveraineté alimentaire tout au long de l'année 2000.

La Plate-forme a notamment suivi le dossier "Code international de conduite pour le droit à une nourriture adéquate" auprès du Cabinet de Mr Louis Michel, Ministre des Affaires étrangères.

Plusieurs membres de cette Plate-forme, dont FIAN, ont participé à la rédaction du Memorandum adressé au gouvernement belge en vue de la présidence belge de l'UE.

• **Coordination belge pour la Colombie**

1) du 29 mars au 1er avril: la section a organisé la visite d'une délégation d'Indiens U'Wa & Embera-Katio. Messieurs Ebaristo Tegria et Neburuby Chamarra ont rencontré:

- Madame Scheele, député européenne, le 29 mars ;
- Monsieur Di Lello, député européen membre de la délégation pour les relations avec l'Amérique latine le 29 mars ;
- Messieurs Sjostedt et Bordes, députés européens, les assistants de plusieurs autres parlementaires, des fonctionnaires européens ainsi que Mesdames Stacher et Moratello de la Commission européenne lors d'une conférence organisée au sein du Parlement européen à Bruxelles le 29 mars.
- Monsieur Howitt, député européen, le 30 mars.
- Madame Lohner et Monsieur Trimino Perez, du service des relations avec l'Amérique latine de la Commission européenne.
- Monsieur Rick Van Loo, responsable de l'Amérique latine au sein du Ministère des Affaires étrangères belge.
- Madame Bougault De Benedictis, responsable pour la Colombie de Amnesty-section francophone.

Différentes activités publiques (conférences et rencontres) et médiatiques (interview à la RTBF-Radio, dans Vers l'Avenir et la Dernière Heure) ont également eu lieu.

2) les 14-15 avril, la section a participé à la Conférence internationale "Colombie : Terre, Droits humains et Paix" organisé par la Coordination à Bruxelles.(V. Supra)

• **Conférences-débat**

Outre les conférences organisées dans le cadre de la campagne globale pour la réforme agraire (v.supra) et la coordination belge pour la Colombie, la section a organisé et/ou participé à plusieurs conférences-débat:

- 8 mars 2000 : conférence à Louvain-la -Neuve sur le problème des sans-terre au Brésil, avec FIAN, Amnesty, Entraide et Fraternité. FIAN y a présenté le droit à se nourrir et la campagne globale pour la réforme agraire.
- 16 mars: à Liège participation au débat organisé par le Café d'Humanité sur la sécurité et la souveraineté alimentaires.
- le 23 mai: à Eghezée participation au débat sur le Chiapas avec Dominique Berger, réalisateur du film Le mur de Taniperla et Paul Lannoye, député européen.
- 15 novembre : réunion avec Luz Lozoya de FIAN-México sur les perspectives pour la société civile mexicaine suite aux élections présidentielles.

- **Education aux Droits économiques et sociaux et sensibilisation au travail de FIAN**

- janvier : à Eupen avec des élèves du Robert Schuman Institute
- 17 février: à Gemmenich avec les élèves de rhétorique du Collège Notre-Dame.
- 9 mars: à La Calamine avec un groupe de jeunes ayant séjourné au Brésil
- 21, 23 mars et 31 mars: à Welkenraedt avec les élèves de rhétorique de l'Institut Saint Joseph.
- 18,19 et 24 mai: à Welkenraedt avec les élèves de 5^{ème} de l'Athénée Royal.
- 23 mai: à Liège à des étudiants étrangers réunis au Foyer International des Etudiants
- 26 mai : à Spa avec un groupe de jeunes
- 5 septembre : à Gemmenich avec les élèves de rhétorique
- 7 novembre: à Saint Vith avec les élèves de 5ème de l'Institut Maria Goretti

- **Groupes locaux**

1) Le groupe FIAN de Saint Vith soutient jusqu'en octobre des indigènes philippins dont le droit à se nourrir est menacé par l'exploitation de l'or. Le groupe organise des réunions avec des représentants du groupe Philippines de Gand, du Philippinen-Büro de Essen, du deutsch-Philippinen Freundschaft. Suite aux difficultés de communication avec les Philippines, le groupe demande à adopter un autre cas.

A partir d'octobre, le groupe soutient les indigènes de Guyane française dont le droit à se nourrir est aussi menacé par l'exploitation de l'or.

2) Le groupe FIAN de Welkenredt-Eupen soutient 250 familles paysannes de la région de Yoro au Honduras menacées d'expulsion des terres qu'elles travaillent depuis 6 ans. Ces terres sont revendiquées par une Compagnie d'agriculture et d'élevage CAGSSA. Pourtant selon la législation du Honduras, elles devraient être données à des paysans dans le cadre de la réforme agraire. Suite aux pressions exercées par le groupe sur les autorités honduriennes, le 13 décembre 2000 l'Institut de Réforme agraire du Honduras (INA) déclare que les terres de CAGSSA doivent être affectées à la réforme agraire. Cela signifie que les groupes de paysans qui travaillent ces terres ne devraient pas tarder à les recevoir en propriété, si la loi est réellement respectée.

- **Publications**

- élaboration du bulletin mensuel belge FIAN-Echo en français et en allemand.
- rédaction d'articles pour les journaux francophones et germanophones
- envoi des magazines internationaux "Affamé de Justice" et "Foodfirst" respectivement aux membres francophones et germanophones de la section.
- traduction d'articles du magazine international "Affamé de Justice".
- Participation à la diffusion de la version française du numéro spécial de la revue "Caros Amigos" de juin 2000 sur le massacre d'Eldorado dos Carajas (Brésil) en partenariat avec Frères des Hommes, Mensenbroeders, Broederlijk delen, CSC et Entraide et fraternité.

- **Participation à des évènements publics - Stands**

- le 15 mars : à Louvain-la-Neuve dans le cadre de l'Autre Pack
- le 1er mai: Fête du PTB à Groenendael
- le 13 mai: Made in Dignity à Mons
- les 1er & 2 septembre: Salon Valériane à Namur
- le 9 septembre : Journée Amnesty Colombie, Place de la Monnaie à Bruxelles
- le 1er octobre : stand FIAN aux Récollets à Verviers
- le 14 octobre : marche des femmes à Bruxelles
- le 26 novembre : petits déjeuners Oxfam à Welkenraedt
- fin décembre : marché de Noël à Saint Vith

- **Concerts organisés au profit de l'association**

- le 18 avril : Concert de musique classique à Amay
- le 8 décembre : concert des Droits de l'Homme à Saint Vith en collaboration avec Amnesty
- le 9 décembre : concert des Droits de l'Homme à Eupen en collaboration avec Amnesty

- **Divers**

La section a également organisé un concours d'affiches sur le thème "Pain, Terre & Liberté" du 10 janvier au 7 mars.

- **Assemblée générale**

20 mai 2000 à l'Auberge de Jeunesse de Liège avec la participation de Vilmar Schneider de FIAN-International.